

# Tout était écrit et pourtant...

Serge TREEBLANC

Dans sa conférence de presse du 25 septembre 2018 rapportée par le journal *Le Monde* du 26 septembre, « la ministre de l'enseignement supérieur Mme Vidal a dressé un bilan très positif de cette première année de fonctionnement de Parcoursup, la plate-forme d'accès à l'enseignement supérieur issue de la loi orientation et réussite des étudiants, votée en mars. Malgré un été marqué par les critiques envers la lenteur de la nouvelle machine à affecter les candidats dans les formations, c'est toute une gamme de "progrès significatifs" par rapport à "Admission post bac" qu'a soulignée la ministre. » Seul un petit toilettage était annoncé pour corriger à la marge certains « dysfonctionnements », mais le fond – sélection sur fond de tri social des bacheliers à l'entrée à l'université, fin du baccalauréat comme premier grade universitaire ouvrant droit à son titulaire de s'inscrire dans la filière et l'université de son choix – ne semblait pas pouvoir être remis en cause.

Le 17 juillet 2018, le Ministre Blanquer publiait quant à lui le décret et les arrêtés concernant le bac et le lycée – textes largement commentés dans les communiqués du *Manifeste pour la Reconquête d'une école qui instruit* : suppression du Baccalauréat comme diplôme national par l'introduction massive du contrôle continu le transformant en simple « diplôme maison » ; désorganisation des enseignements au lycée, avec au centre la modularité, les parcours individuels, l'autonomie. Le projet de loi, dit « école de la confiance », présenté ce 5 décembre en conseil des ministres allant même, au nom de « la justice sociale » (sic) jusqu'à autoriser les établissements à officiellement déroger aux programmes nationaux et horaires nationaux...

Sur sa lancée, et sur fond de suppressions de postes massives, M. Blanquer ouvrait la concertation sur une « réforme » de la voie professionnelle supprimant des milliers d'heures de cours aux élèves pour les livrer davantage encore à l'exploitation en entreprise via la multiplication de stages et le recours accru à l'apprentissage.

Tout semblait écrit pour ce gouvernement, et une certaine presse n'hésitait pas à présenter son ministre de l'Éducation Nationale comme symbole d'un retour à l'ordre, à la transmission des connaissances, à l'orthodoxie républicaine... Enfin un ministre qui avait réussi là où tant d'autres avaient échoué...

Et pourtant...

Et pourtant, à l'heure où ces lignes sont écrites, des centaines de lycées sont bloqués par des lycéens qui, dans un même mouvement, exigent le retrait de la réforme des lycées, du Baccalauréat, de la réforme de la voie professionnelle, de la loi ORE organisant la sélection à l'université et de Parcoursup. Un mouvement qui semble prendre de l'ampleur, avec une multiplication d'assemblées générales où les jeunes discutent, analysent, confrontent l'expérience de leurs aînés passés sous les fourches de la sélection version « tri social » et décident que leur avenir ne peut pas être la promesse d'une exploitation sans limites, qu'il est urgent de défendre le droit à être instruits et à accéder à de vrais diplômes ouvrant droit à des qualifications reconnues sur le marché du travail.

Cette résistance emprunte de multiples chemins : ici des étudiants qui, dans les universités, se dressent contre la décision honteuse du gouvernement d'augmenter – et le mot est ici bien trop faible – le montant ouvrant droit à inscription à l'université pour les étudiants étrangers (pour l'instant) hors Union Européenne. Là des enseignants qui, en assemblée générale dans leur établissement, décident d'en appeler, par la grève et la manifestation, à l'unité pour l'abrogation de Parcoursup, de la réforme du lycée, pour le rétablissement du Baccalauréat comme diplôme national, contre la division et la concurrence entre lycées, entre disciplines, entre collègues. Ailleurs, des « collectifs contre les réformes Blanquer » se constituent...

Dans cette situation, le ministère cherche malgré tout aujourd'hui à mettre en œuvre à marche forcée la réforme du lycée pour la rentrée 2019. Mise en œuvre impossible, comme peut l'être toute tentative de maîtrise du chaos : comment organiser des emplois du temps quand la réforme prévoit que les lycéens pourront, a minima avec les 7 spécialités dites « classiques » en première, choisir 35 cursus différents ? Comment envisager que puissent se tenir de simples heures de cours, quand chaque lycée devra gérer l'organisation chaque trimestre de dizaines de contrôles en cours de formation, avec tout ce que cela implique (choix des sujets, préparation des salles, plannings de surveillance, anonymisation des copies, gestion des contentieux, organisation des épreuves de rattrapage...) ?

Comment imposer à des professeurs de mathématiques l'enseignement en seconde des « sciences numériques et technologie » alors que rien dans les programmes proposés ne correspond aux savoirs sur lesquels ils ont été recrutés par concours ? Que pensera un jeune de seconde à qui on refusera tel enseignement de spécialité par « manque de place », si ce n'est qu'il est victime dès 14 ans d'une sélection honteuse ?

Cette liste de constats concrets, accablants, qui pourrait s'allonger au point de faire rougir Prévert, tous les enseignants, lycées après lycées, la dressent à mesure qu'ils sont « concertés » sur les choix de l'autonomie du futur lycée Blanquer. Elle alimente partout l'incompréhension, l'indignation, la colère, et renforce le sentiment de solidarité avec les jeunes en mouvement.

Un constat s'impose au fil des jours qui passent : le chaos est inconciliable avec la rigueur et la sérénité propre à la connaissance et à la transmission des savoirs. Il conduit les enseignants à refuser collectivement de mettre en œuvre la réforme. Un processus est engagé qui doit être alimenté, encouragé.

Alors non, n'en déplaise au gouvernement, rien n'est joué.

*Le Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit* s'est fixé d'emblée pour objectif de « clarifier les enjeux pour aider la mobilisation en cours ».

Il est clair aujourd'hui que ce mouvement qui s'amplifie cherche à converger, a besoin de converger. L'école de Blanquer, de la maternelle à l'université, n'est rien d'autre que l'école de la dislocation, dislocation de l'école de la République elle-même. Elle est l'exact contraire de l'école qui cherche à instruire les jeunes générations pour les aider à s'émanciper dans tous les sens du terme.

Il y a urgence, urgence à ce que l'unité des lycéens, des étudiants, des parents, des enseignants et de leurs organisations syndicales se réalisent sur des mots d'ordre clairs :

**Abrogation de la réforme du lycée et du Bac !**

**Abrogation de la loi ORE et de Parcoursup !**

**Non à l'augmentation des frais d'inscription à l'université !**

**Retour au Baccalauréat comme premier grade universitaire !**

**Défense du baccalauréat comme diplôme national organisé autour d'épreuves nationales, terminales, anonymes.**

*Le Manifeste pour la reconquête d'une école qui instruit* n'a pas d'autre ambition que d'aider le mouvement qui se cherche à prendre son plein essor pour mettre à bas toutes les mesures qui détruisent l'école publique. Il prendra toutes les initiatives pour aider à aller dans ce sens.

**Serge TREEBLANC,**  
syndicaliste enseignant dans le 2<sup>nd</sup> degré,  
membre du secrétariat d'animation du *Manifeste*

